

FEUILLETON

DE LA
SEMAINE COMMERCIALEHISTOIRE DU LIBRE ECHANGE
EN ANGLETERRE

Traduit de l'anglais de A. Mongredien

CHAPITRE XII

1846

Mesures financières, hardies et étendues de sir Robert Peel.—Les droits d'entrée restants sont largement réduits.—Le retrait total des lois céréales est annoncé pour 1849, avec un droit d'entrée modéré jusque-là.—Débats intéressants.—Triomphe du ministre.—Bill de coercition irlandais.—Défaite du ministre.—Démission de sir Robert Peel.

La session de 1846 fut ouverte le 19 janvier par la reine en personne. Elle fit allusion dans son discours à la mauvaise récolte des pommes de terre en Irlande, ainsi qu'aux mesures destinées à "étendre nos relations commerciales". En cette occasion cependant, le débat sur l'adresse se réduisit surtout aux explications de sir Robert Peel et de lord John Russell sur les négociations ministérielles. Dans son discours, sir Robert Peel parla de la famine des pommes de terre, qui avait donné un intérêt plus immédiat à la question de la loi céréale, et ajouta : "Je ne donnerai pas trop de poids à cette cause. Je ne refuserai pas l'hommage qui est dû au progrès de la raison et de la vérité, en niant que mes opinions au sujet de la protection ont subi un changement... On pourrait supposer qu'il y a quelque chose d'humiliant à faire un tel aveu ; je n'éprouve aucune humiliation... J'en éprouverais si, après avoir modifié ou changé mes opinions, je me refusais à le reconnaître, de crainte d'en courir l'imputation d'inconséquence". Il termina ainsi qu'il suit un long et remarquable discours qui fut beaucoup applaudi, surtout par l'opposition. Je ne desirais pas être ministre d'Angleterre, mais, tant que je serai ministre d'Angleterre, j'occuperai mes fonctions sans servilité, sans reconnaître d'autre obligation que celle de consulter les intérêts publics et de sauvegarder la sûreté publique".

Il était évident qu'il n'avait pas cessé d'avoir avec lui la majorité de la Chambre, mais il était non moins évident qu'elle ne lui donnerait que ses votes et non son cœur. On le vit bien aux applaudissements qui saluèrent la charge violente faite contre lui par M. Disraeli, qui, avec lord George Bentinck, conduisait la petite troupe des irréconciliables. Un des points de son discours mordant qui provoquèrent le plus d'applaudissements fut sa comparaison du premier ministre avec le grand amiral de Turquie, qui avait livré la flotte du Sultan aux rebelles égyptiens. "Maintenant, dit M. Disraeli, le grand amiral fut beaucoup caïonné. Lui aussi fut appelé traître, et lui aussi se justifia lui-même. Il est vrai, dit-il, que je me suis mis à la tête de cette noble flotte, il est vrai que mon souverain m'a donné l'accolade, il est vrai que tous les muftis de l'empire ont dit des prières pour mon succès, mais j'ai peu de goût pour la guerre. Je ne vois

pas l'utilité de prolonger la lutte, et la seule raison que j'avais d'accepter le commandement était de pouvoir terminer le conflit en trahissant mon maître". La Chambre rit et applaudit, mais elle ne montra aucun symptôme de résistance, et l'adresse fut adoptée sans vote.

Le 27 janvier, sir Robert Peel, dans un discours fort clair et fort étendu qui ne dura pas moins de quatre heures, développa son plan de politique financière et commerciale. La Chambre était comble et tout l'espace réservé aux visiteurs était encombré d'auditeurs avides, parmi lesquels le prince Albert et le duc de Cambridge. Il engagea non seulement les agriculteurs, mais toutes les classes protégées, à abandonner la protection. Les changements principaux qu'il proposait étaient les suivants :—Tous les droits sur les articles manufacturés étrangers seraient abolis ou grandement réduits, abolis sur les catégories plus grossières, réduits de 20 à 10 pour 100 sur les qualités plus fines. Les droits sur le bois et le suif, les deux seuls articles de matière brute sur lesquels ils ne fussent pas abolis, seraient réduits de plus de moitié. Les articles de soie seraient admis avec un droit de 15 pour 100 au lieu de 30 pour 100. Les droits différentiels sur les sucres de travail libre seraient réduits de moitié. La nourriture animale et les légumes seraient admis sans droits, comme aussi le maïs et le sarrasin. Les droits sur le beurre, le fromage, le houblon et poisson salés, seraient réduits de moitié. En somme, les droits devaient être réduits, ou tout à fait supprimés, sur plus de 150 articles. Finalement, pour le froment, l'avoine, l'orge et le seigle, il proposait de les admettre en franchise de droits à partir du 1er février 1849 (trois ans plus tard), en les soumettant seulement à une légère taxe nominale d'enregistrement. En d'autres termes, il proposait l'abolition complète des lois céréales. Elle aurait lieu dans trois ans, et d'ici là les droits prélevés sur le froment seraient réduits à 4 fr. 31 par hectolitre, tant que le prix du grain resterait au dessous de 20 fr. 70. A chaque hausse de 0 fr. 43 à l'hectolitre, le droit baissait d'autant ; à partir de 23 fr. 28, le droit était de 1 fr. 72 et restait fixe. Le prix actuel du froment étant de 23 fr. 27, le droit serait immédiatement réduit de 6 fr. 90 à 1 fr. 72 par hectolitre.

Sir Robert Peel conclut ainsi : "Je ne vous demande pas de donner votre consentement à cette mesure, à cet étroit point de vue que son principe soit associé à l'accumulation de la richesse... La véritable source de l'accroissement du revenu est l'accroissement du confort et l'impôt volontaire inaperçu qui provient de l'accroissement de la consommation. Je vous demande votre consentement en raison de preuves qui vous sont fournies que l'abondance et le bon marché amènent une diminution des crimes et un accroissement de la moralité". Il fut convenu que la Chambre entamerait la discussion sur les propositions de sir Robert Peel, le 9 février.

Le débat s'engagea sur un amendement présenté par M. Miles de se réunir en comité "dans six mois à dater de ce jour". La discussion dura douze jours, 103 discours furent prononcés, 48 en faveur du libre échange, 55 du côté de la protection.

Lord John Russell, qui fut le premier membre de l'opposition à se lever, annonça, au milieu des applaudissements, son intention de voter avec les ministres. Il recommanda l'abolition immédiate, de préférence à tout nouveau délai. "Mais, ajouta-t-il, je désire voir réussir le plan de l'honorable membre... C'est pourquoi s'il me dit, quand nous nous réunirons en comité, qu'il considère le délai de trois ans, avec un droit dans l'intervalle, comme une partie essentielle de son plan, pour ma part je me joindrai à lui pour l'appuyer. S'il a la gloire de faire adopter une mesure qui doit être si féconde en résultats heureux, nous aurons la satisfaction de nous être associés dans le but d'aider et d'assurer le triomphe du ministère de la couronne".

M. T. Baring croyait les besoins de l'Irlande fort exagérés. D'après lui, le besoin le plus pressant du pays était le besoin de ministres, et la disette la plus effrayante était la disette d'hommes d'État qui consentissent à siéger ensemble dans le même cabinet. Il ne voyait aucun prétexte au changement radical qu'on proposait aujourd'hui.

M. W. Miles accusa sir Robert Peel de jeter pardessus bord toutes les énergies industrielles de la nation et de nous laisser lutter, avec nos lourds impôts, contre les énergies non imposées de l'Allemagne et des États-Unis... Il prévoyait le temps, bien proche, où le peuple de ces îles maudirait le jour où pour la première fois le gouvernement avait été confié à un ministre libre échangiste et temporisateur.

Sir Robert Peel, qui prit la parole le sixième jour du débat, termina son discours puissant et étendu par cette éloquente péroraison : "Cette nuit va décider entre la politique de relâchement continu de la restriction et le retour à la contrainte et à la prohibition. Cette nuit, vous allez choisir la formule qui doit caractériser la politique commerciale de l'Angleterre. Sera-ce un progrès ou un recul ? Étudiez notre position ; considérez les avantages que Dieu et la nature nous ont données et la destinée pour laquelle nous sommes faits. Nous sommes aux confins de l'Europe occidentale, le chaînon principal entre le vieux monde et le nouveau. Les découvertes de la science, les progrès de la navigation nous ont mis à dix jours de St-Petersbourg et nous mettront bientôt à dix jours de New-York. Nous avons une étendue de côtes plus grande, en proportion de notre population et de la superficie de notre pays, qu'aucune autre grande nation, ce qui nous assure la force et la supériorité maritimes. Le fer et la houille, les nerfs de l'industrie, nous donnent l'avantage sur tous nos rivaux dans la grande lutte commerciale. Notre capital dépasse de beaucoup celui dont ils peuvent disposer.

(A continuer)

DEPARTEMENT DU FEU

RAPPORT DE LA BRIGADE DU FEU POUR LE
MOIS DE DECEMBRE

18 alarmes pour incendies.
32 alarmes pour feux de cheminées.
4 fausses alarmes.
2 sorties de la voiture-ambulance.
387 ramonnages de cheminées.
Québec, 2 janv. 1897.

PHILIPPE DORVAL, Chef B. F.